

mes vivement reconnaissants. De plus, il est exacte et juste quant aux faits, c'est-à-dire qu'il signale avec beaucoup d'à-propos les différents facteurs qui ont une portée sur la situation en Alberta en ce qu'ils touchent non seulement au Dominion mais aussi à la population de cette province que cette question intéresse d'une façon toute particulière. Il est franc et digne et sous tous ces rapports, il fait honneur à ses auteurs.

Où il pêche toutefois est qu'il émet un vœu que nous considérons comme une distinction très injuste envers l'Alberta, à savoir que le gouvernement fédéral ne fournisse pas d'aide financière à cette province tant que la commission qui doit être chargée de faire une enquête sur les impôts n'aura pas rendu ses décisions.

J'aimerais tout d'abord faire l'historique financier de l'Alberta. Le rapport contient un très bon historique mais je veux passer brièvement les faits en revue parce qu'ils ont une grande portée sur la situation. Si les honorables députés ne comprenaient pas ces faits, ils pourraient éprouver moins de sympathie pour les efforts que fait cette population afin de passer pour honorable aux yeux du monde. Je veux rappeler ici que l'histoire de la province d'Alberta commence en 1905. Pendant la période de 1905 à 1922 se produisirent certains événements dont la répercussion se fait encore sentir dans l'Alberta. Le rapport de la Banque le dit franchement et appuie justement sur ce point:

Un grand nombre des problèmes que l'Alberta doit résoudre aujourd'hui ont été posés pendant cette période.

Le rapport dit que ce fut une période de "prodigalités," de "piètre jugement" et de "gestion relâchée". Ces paroles appliquées au gouvernement alors au pouvoir dans l'Alberta sont à la vérité bien sévères. Les honorables membres doivent se rendre compte du fait que ceux qui aujourd'hui tâchent de tirer l'Alberta du marasme de dettes dans lequel elle est embourbée n'ont été pour rien dans la direction des affaires publiques à cette époque. Ils sont aux prises avec une série de circonstances dont ils ont en quelque sorte hérité. Quand ils comprendront bien cela, je crois que les honorables membres nous accorderont plus de sympathie qu'ils l'ont fait jusqu'ici, ou peut-être plus d'estime. C'est tout ce que nous demandons.

On rappelle qu'un programme ambitieux de lignes téléphoniques a endetté la province pour une somme de 21 millions de dollars. Ajoutons à la dette de cette jeune province le chiffre de 15 millions dû à l'exécution d'un autre programme ambitieux de construction

de voies ferrées. On a adopté un programme de construction de routes qui a coûté très cher, par suite du fait que la province de l'Alberta est située aux pieds des montagnes. On y avait un plus grand besoin de routes que dans les provinces où le terrain est plus uni et les frais de construction de ces routes ont été plus considérables à cause des pentes, des ponts, des ponceaux et autres nécessités de ce genre. Les garanties accordées aux prêts destinés à l'agriculture ont augmenté la dette de 7 millions. Puis, ce fut la garantie des obligations de l'Univeristé de l'Alberta au montant de 4 millions. La province garantit également des obligations pour les travaux d'irrigation, puis, quand elle dut en faire le paiement, sa dette se trouva accrue de \$6,500,000. Les gouvernements ne réussissaient presque jamais à faire le calcul exact de leurs prévisions budgétaires. Il arriva qu'en 1918, la province avait de ce chef, un déficit de \$3,500,000. A cela vint s'ajouter une autre somme de 2 millions en 1921, et encore 2 millions en 1922.

C'est alors que se produisit un autre événement dont nous souffrons encore aujourd'hui. La province de l'Alberta se mit à vendre ce que nous appelons des certificats d'épargne. Cette méthode avait pour objet de nous donner une monnaie plus économique et la province se lança dans cette entreprise sur une très grande échelle. De cette manière elle s'endetta envers un grand nombre de ses habitants. L'argent encaissé sous forme d'épargne fut en grande partie, sinon entièrement dépensé. En conséquence, quand les gens demandèrent l'argent qu'ils croyaient en dépôt, ils constatèrent que les fonds n'étaient pas disponibles. C'est ce qui se produisit tout juste au moment où le parti du Crédit social arriva au pouvoir. Il y eut une course sur ces certificats d'épargne et le crédit de la province en fut profondément ébranlé. Un grand nombre de citoyens qui ne pouvaient pas comprendre pourquoi ils n'avaient pu obtenir leur argent perdirent alors toute confiance. Plusieurs de ces gens, ne réfléchissant pas et mal renseignés, blâmèrent alors le gouvernement du Crédit social. Cela n'était pas juste. La vente des certificats d'épargne avait atteint le chiffre de \$4,500,000 en 1922.

Le rapport ajoute:

Une autre faiblesse réside dans la disposition insuffisante de  $\frac{1}{2}$  de 1 p. 100 relative au fonds d'amortissement.

En 1922, la dette de la province avait atteint 95 millions. Quand les citoyens de l'Alberta se rendirent compte du montant de cette dette, ils en furent alarmés. Je me rappelle parfaitement que toute la province jeta